Votez Mélenchon

Nous vivons une crise économique sans fin et sans fond; une véritable crise de civilisation qui se combine avec une crise écologique, une crise de la démocratie et même, maintenant, avec une crise géostratégique marquée par l'effacement des anciennes puissances occidentales.
Pour y faire face, le capital veut imposer aux peuples une cure d'austérité sans précédent : baisse des salaires et des retraites, casse de la protection sociale et du système de santé, chômage accru, précarisation massive, notamment des jeunes, et privatisation accélérée de ce qui reste d'entreprises publiques. Les injustices et les discriminations se cumulent dans les villes et quartiers populaires : la transformation de la société ne se fera pas sans celles et ceux qui y vivent, et sans l'égalité des droits.

Le système dominant n'a pas d'autre réponse que la poursuite d'un productivisme destructeur et antisocial.
Ce qui se développe sous nos yeux, c'est un capitalisme autoritaire, un capitalisme de la désagrégation sociale dont les seules valeurs sont la loi du fric et la marchandisation de tous les aspects de notre vie.

En France, en Europe, dans le monde, des mobilisations sociales, écologiques, démocratiques expriment une volonté de changement ici et maintenant, sans déléguer ou renvoyer à des lendemains qui chantent.

C'est dans ce contexte que se dérouleront les élections de 2012. Les Alternatifs considèrent que l'action politique ne se résume pas aux seules élections, et l'élection Présidentielle exacerbe toutes les dérives de la vie politique. Nous sommes partisans de l'union de toute la gauche de transformation sociale et écologique (celle qui a dit NON au Traité Constitutionnel Européen) et d'un rassemblement réunissant à égalité militants de la « gauche de gauche », écologistes radicaux, syndicalistes, militants associatifs et citoyen-ne-s engagé-e-s.
Ce rassemblement large passe par l'indépendance à l'égard d'un Parti Socialiste qui ne veut, au mieux, que corriger à la marge les excès du capitalisme.
Sans être membres du Front de Gauche, les Alternatifs ont majoritairement décidé de soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon à l'élection Présidentielle, car celle-ci peut être le porte-voix de nos colères et de beaucoup de nos espoirs.
Une candidature contre la résignation et contre la dictature de la finance.



Les Alternatifs apportent dans cette campagne leurs propositions écologistes et autogestionnaires : pour la réduction massive du temps de travail et contre la précarité, pour la reprise des entreprises sous le contrôle des travailleurs, pour la sortie rapide du nucléaire et du productivisme, contre les discriminations et pour l'égalité (hommes/ femmes, français/ immigrés...), pour une démocratie active et l'altermondialisme.

Sans attendre des élections de 2012 un «grand soir électoral », posons, par une campagne populaire, des jalons pour changer les rapports de forces sociaux et politiques.
Faisons bloc, pour battre le Front National, chasser Sarkozy, faire vivre une vraie gauche et transformer radicalement la société. ■

D'Athènes à Paris résistance et alternative

Après de nombreuses mesures d'austérité déjà brutalement appliquées, la nouvelle feuille de route imposée au peuple grec par la finance, le FMI et, en notre nom, par des représentants de l'Union européenne, paupérise toujours plus la population et déstructure la société.

Ces "réformes" n'ont pas pour but de remédier aux dysfonctionnements du système fiscal, d'imposer à l'épiscopat de participer à l'effort social, de limiter des dépenses militaires extravagantes, ou les spéculations boursières hasardeuses. Ces "réformes", c'est l'application implacable du libéralisme de guerre à une économie malade.
L'ampleur de cette offensive, la dureté des sacrifices imposés, ouvrent une crise politique majeure, ils provoquent indignation et colère du peuple grec : sa révolte est légitime.
Le peuple grec résiste, il tente aussi d'explorer d'autres voies et de passer à la contre-offensive avec la multiplication de pratiques alternatives et solidaires contre la désagrégation sociale et la misère.
Des initiatives autogestionnaires émergent, comme à l'hôpital de Kilkis et au journal Eleftherotypia, entreprises dont les salarié-e-s ont repris directement en mains la gestion.
La Grèce est le laboratoire de ce que les marchés financiers veulent tenter d'imposer ailleurs en Europe, y compris en France après la séquence électorale.
D'Athènes à Paris, résistance et alternative !

NON AU PROJET CDUMP
Le soutien d'Angela Merkel à Nicolas Sarkozy ne relève pas d'un « hégémonisme allemand », mais d'une réelle convergence entre la vision de la droite allemande et le projet économique et social de l'UMP et de son candidat.
Merkel, c'est l'obsession de la rigueur financière, la pression sur les salaires, la réduction drastique des droits des chômeurs. Mais le gouvernement Schröder, appuyé par le SPD et les Verts, avait mis en place de 2003 à 2005 une réforme radicale du marché du travail réduisant la durée des allocations chômage, attribuant de faibles prestations aux chômeurs « de longue durée », imposant à ceux/celles-ci des conditions d'embauche en deçà de celles définies par les conventions collectives de branche. Cette politique a abouti à la paupérisation d'une partie importante de la population allemande.
Au niveau européen, Merkel et Sarkozy se retrouvent pour tenter d'imposer le contrôle direct des choix politiques des Etats, à travers leurs budgets, voire des sanctions automatiques en cas de refus du dogme libéral. L'offensive pour l'austérité est mise en cohérence par le projet de traité européen signé le 2 mars à Bruxelles.

En outre, le risque de voir dérégulé partout le marché du travail, imposées partout l'injustice et la régression sociale au nom des intérêts des marchés financiers, nécessite une riposte d'ensemble La bataille se livre de la Grèce à l'Espagne, au Portugal, à travers des mobilisations populaires massives.
La campagne présidentielle est l'occasion de mobiliser largement contre la dangerosité du projet Merkel-Sarkozy, de refuser la pensée et le projet uniques des libéraux. François Hollande a fait savoir que, si il était élu, il renégocierait le traité avant de le soumettre au Parlement. Mais la majorité du groupe socialiste au Sénat et à l'Assemblée Nationale s'est abstenue lors du vote sur le projet de loi instaurant le « Mécanisme Européen de Stabilité ».

Alors que le Traité Constitutionnel Européen avait été refusé en 2005 par le peuple français, une manipulation a conduit à l'acceptation par le Parlement d'une version à peine édulcorée de ce texte. Soyons vigilantEs : le Traité sur la stabilité, la coordination, et la gouvernance dans l'Union, le traité Merkozy, doit être soumis au peuple français par référendum !

Ne laissons pas Sarkozy et Merkel imposer le modèle CDUMP : l'Europe a besoin d'une alternative sociale et écologique. ■

L'AUTOGESTION : UN BUT, UN MOYEN ET UN CHEMIN

La transformation radicale de la société nécessite la mobilisation, l'engagement de toutes et tous,

UNE DÉMOCRATIE ACTIVE ÉCONOMIQUE...

de nouveaux droits pour les travailleurs; la remise en cause des hiérarchies; le développement du contrôle des salarié-e-s sur la marche des entreprises et la finalité de la production. Pour l'appropriation sociale de pans entiers de l'économie, et d'abord du secteur bancaire, la reprise ou à la création autogestionnaire d'entreprises par leurs salarié-e-s.

Nous défendons les services publics pour les transformer, et voulons les transformer pour les défendre, notamment par le droit de contrôle et d'intervention des salariés et des usagers.

...ET POLITIQUE

Nous voulons le développement de la démocratie active (assemblées citoyennes, budgets participatifs, référendums d'initiative populaire...); le contrôle et la révocabilité des élu(e)s par les citoyen(ne)s; le droit de vote et d'éligibilité pour les résidents étrangers à toutes les élections...Les Alternatifs sont favorables à l'élection d'une Assemblée constituante ouvrant le débat dans toute la société sur une refondation démocratique d'ensemble.

Le projet autogestionnaire est par essence respectueux des Peuples et de leurs cultures dans un monde coopératif, exempt de toute forme d'impérialisme d'Etat ou des firmes multinationales. Il s'inscrit dans le combat pour une Europe sociale, écologique et démocratique, pour des institutions internationales au service des Peuples. ■

POUR L'ÉGALITÉ FEMMES - HOMMES

Il n'y aura pas de véritable démocratie, ici ou ailleurs, sans cette égalité.
- Egalité politique, avec parité effective
- Egalité sociale et professionnelle : contre la précarisation, le temps partiel imposé et les inégalités salariales.
- Egalité dans la sphère privée :
  - pour une éducation libérée de ses modèles sexistes, le partage entre hommes et femmes des tâches éducatives.
  - le libre accès à la contraception et à l'avortement, contre la marchandisation des corps et les violences faites aux femmes. ■

L'ECOLOGIE AU COEUR DU PROJET ALTERNATIF

Les suites du séisme au Japon et la catastrophe de Fukushima marquent une rupture. Elles ont mis à nu la fragilité des sociétés les plus "développées". Elles confirment à quel point la sécurité des populations pèse désormais peu face aux intérêts privés d'une petite oligarchie.
Le capitalisme du désastre est fondé sur la reconstruction de ce qu'il a contribué à détruire. Cette logique conduit souvent à l'adoption de technologies incompatibles avec la sauvegarde de l'environnement: Nucléaire, OGM ou nanotechnologies.

Pour les Alternatifs, la critique du «développement» doit être pleinement intégrée à la critique alternative et autogestionnaire du capitalisme, car il y a :
- nécessité d'en finir avec l'exploitation de certains pays du Sud
- irréversibilité de certains processus de destruction déjà en cours (réchauffement climatique);
- nécessité de réduire l'empreinte écologique et de promouvoir une société énergétiquement sobre.
- refus de projets destructeurs comme celui de l'aéroport de Notre-Dame des Landes près de Nantes

Nous rejetons l'illusion de l'aménagement vert du capitalisme, qui, à coup de voitures électriques, d'agrocarburants, de filtres à eau et de puces de diagnostic, ne fait qu'aménager l'ordre existant en laissant intacts les rapports sociaux de domination et la logique productiviste.
Pour autant les Alternatifs ne partagent pas le rejet a priori de la notion même de progrès, mais pas davantage l'amalgame entre progrès social et progrès technique. Considérant que la croissance en soi est une impasse, les Alternatifs se réclament de l'objection de croissance et font le choix de l'alterdéveloppement :

A partir des questions clés :
- que produire ?
- comment le produire ?
- pour quelle répartition des richesses ?

il faut subordonner les activités économiques à des choix politiques concernant la société et l'environnement :
- pour une production économe et solidaire, la satisfaction et la mise hors marchandisation de besoins fondamentaux: logement, santé, formation...
- pour une production fondée sur une réduction radicale de la consommation des énergies non renouvelables, le respect des milieux naturels, de la biodiversité, des ressources en eau et des équilibres climatiques
- pour la relocalisation et la reconversion écologique des activités économiques, sous le contrôle des travailleurs et des citoyens, par l'échange entre producteurs et consommateurs
- pour une agriculture paysanne et la souveraineté alimentaire des peuples
- pour un fonctionnement politique permettant la participation de toutes et tous aux choix de société et la remise en cause du modèle de surconsommation.



NUCLEAIRE: EN SORTIR TOUT DE SUITE !

Malgré Fukushima, 25 ans après Tchernobyl, aucune leçon n'a été tirée de l'impasse mortelle que représente le nucléaire.

Le nucléaire, un choix écologiquement insoutenable : Dangerosité des technologies employées, risques de dissémination de matières radioactives, usage criminel qui peut en être fait, question des déchets qui s'accumulent et qu'on ne sait toujours pas rendre inoffensifs... Le nucléaire un domaine où règnent centralisme et culte du secret, porteurs d'un risque de dérive policière qui menace toute la Société. Il n'y a pas de nucléaire démocratique.

Un choix économiquement et socialement inacceptable : La filière nucléaire absorbe des sommes colossales qui seraient mieux employées pour une véritable politique d'économies d'énergie, de diversification des sources de production et de développement des énergies renouvelables; une politique énergétique qui privilégie la déconcentration de la production, l'équilibre des territoires et l'emploi local dans le cadre d'un grand service public de l'énergie profondément renouvelé et démocratisé.

Il y a urgence :
- à impulser un débat démocratique sur la politique énergétique avec comme objectif une sortie rapide du nucléaire, civil et militaire
- à promouvoir un véritable programme d'efficacité et de sobriété énergétique
- à engager une reconversion énergétique globale reposant sur les économies d'énergie, les recours aux énergies renouvelables, la relocalisation des productions

Il y a une extrême urgence à arrêter définitivement les 21 réacteurs qui ont dépassé 30 ans d'âge. C 'est un objectif réaliste pouvant rapidement être mis en oeuvre, sans rupture dans la fourniture d'électricité, en utilisant des capacités de production conventionnelles existantes et aujourd'hui sous-utilisées

Ni civil, ni militaire; ni chez nous, ni ailleurs

A propos des langues régionales et minoritaires

Ces langues et cultures régionales et minoritaires, tout comme celles issues des immigrations, enrichissent le patrimoine commun. Elles ne relèvent pas de la seule sphère « privée » ; elles doivent pouvoir trouver leur pleine expression et leur possibilité de développement dans l'espace public, en particulier au sein des services publics de radio-télévision et de l'éducation. Les carences d'un système centralisateur et normalisateur ont amené des milliers de personnes à créer des écoles associatives. Celles-ci se revendiquent de la laïcité et mettent en oeuvre une pédagogie qui a fait ses preuves (pédagogie par immersion). Nous sommes favorables, à leur intégration dans un service public démocratisé respectant leurs novations pédagogiques, et défendons le développement du bilinguisme, du bac à sable au Baccalauréat, au sein de l'Ecole Publique.

[18.03.12 manifestation de soutien à J-L Mélenchon, Nation-Bastille]

CONTRE LE BAL DES VAMPIRES,

MOBILISATION POPULAIRE ET PROJET ALTERNATIF

Irlande, Grèce, Portugal, Espagne, Italie... et demain la France ? C'est l'ensemble de l'Europe qui est ébranlée par la crise financière.

Cela ne résulte pas du laxisme des gouvernements ou de leur mauvaise gestion. C'est le produit de 30 ans de politique libérale, de libéralisation des marchés financiers, de baisses d'impôts qui profitent aux classes privilégiées et réduisent les possibilités d'action des Etats. En Europe, les traités, depuis celui de Maastricht jusqu'à celui de Lisbonne, organisent la mise en coupe réglée du Continent par le capitalisme financier.

Le mal prend sa source dans les fondamentaux du capitalisme : croyance en la toute puissance du marché, mythe d'une croissance économique infinie censée tout régler, exacerbation des égoïsmes individuels au détriment de l'intérêt général...
De prétendus experts, enfants chéris des médias, nous assènent en permanence ces rengaines, comme autant de vérités sacrées !

LE CAPITALISME FINANCIER A LA MANŒUVRE

Après avoir poussé des millions de gens de par le Monde à s'endetter, les banques ont appelé les gouvernements au secours pour échapper à la faillite en 2008. Sauvé du naufrage par l'argent des contribuables, le système bancaire joue aujourd'hui contre ces même Etats en s'appuyant sur les avis "d'agences de notation" qui n'ont aucune légitimité démocratique. En Europe, traité de Maastricht oblige, la Banque Centrale Européenne n'a pas le droit de financer directement les Etats mais elle prête à bas prix à des banques qui imposent des taux d'usuriers à des Etats considérés comme des maillons faibles. C'est ainsi que la dette privée est devenue une dette publique!

Qu'ils soient de droite ou sociaux-démocrates, les gouvernements européens n'ont qu'une réponse à cette crise : soumission aux logiques libérales et régression sociale pour préserver les profits de banques et des marchés financiers.
Partout les mêmes objectifs augmentation de l'âge de la retraite, compression de l'évolution des salaires, privatisations, interdiction des déficits publics dans la Constitution comme Sarkozy veut le faire en France avec la "règle d'or"...
Et partout la précarisation, les discriminations...

UNE POLITIQUE DE RUPTURE EST NECESSAIRE

- expropriation du système bancaire sous contrôle populaire et sans indemnisation des actionnaires
- moratoire sur le remboursement de la dette publique et annulation des dettes illégitimes
- transformation de la Banque Centrale Européenne en outil financier public sous le contrôle du parlement européen pour qu'elle participe directement au financement du budget des Etats
- instauration d'une fiscalité fortement progressive sur les gros revenus et d'une taxe européenne sur les transactions financières

Mais la mise en oeuvre d'une autre politique ne fera pas l'économie d'une puissante mobilisation populaire à l'échelle de l'Europe. Les islandais ont ouvert la voie en refusant de payer pour la faillite de leurs banques. Les manifestations partout en Europe nous montrent le chemin.

LE CAPITALISME N'EST NI ACCEPTABLE, NI REFORMABLE.

Pour sortir de cette économie de casino qui massacre nos emplois, nos salaires et nos droits sociaux et met en coupe réglée la Planète, prenons le contrôle des leviers de l'économie.
Si les patrons ont besoin de nous, nous n'avons pas besoin d'eux !
Prenons nous-même la conduite des entreprises pour imposer une production socialement utile et écologiquement responsable, au service des vrais besoins de la population.

Pour aller vers une société d'autogestion, et un projet altermondialiste de société : solidaire, écologiste, féministe et autogestionnaire. ■

IMPRIMEUR : R.C.S. PARIS B 440 654 069

SOLIDARITÉS ÉCOLOGIE

les alternatifs

FÉMINISME AUTOGESTION

Notre carte de visite: rouges, verts, pour les solidarités, l'écologie, le féminisme et l'autogestion

Un Mouvement politique de Gauche et Écologiste, autogestionnaire et altermondialiste

Élection présidentielle des 22 avril et 6 mai 2012

Pour nous contacter, adhérer, débattre :

Les Alternatifs,
40 rue de Malte 75011 PARIS
contact@alternatifs.org , www.alternatifs.org

Prénom ____________ Nom ____________
Adresse ____________
____
____
email ____________

Merci de renvoyer ce coupon rempli à notre adresse